

DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU JEUDI 20 JUIN 2024

OBJET MIS EN DELIBERATION :

N°2024-03-03 : MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE (ARTICLE 4 DU DECRET N°2011-1474)

Membres composant le Comité Syndical	9	totalisant	100	voix
Délégués composant le Comité Syndical	21	totalisant	100	voix
Membres présents	7			
Délégués présents	11	totalisant	57	voix
Délégués excusés et représentés	6	totalisant	29	voix
Délégués absents excusés	4	totalisant	14	voix

Pour	86 voix
Contre	0 voix
Absentions	0 voix
Ne prennent pas part au vote	0 voix

L'an deux mil vingt-quatre, le 20 juin, à quinze heures et trente-cinq minutes, les membres du Comité Syndical se sont réunis à l'Hôtel de Ville de Saint-Maur, sous la présidence de Monsieur Sylvain BERRIOS Président. Ils avaient été convoqués le 12 juin 2024.

DELEGUES PRESENTS

M. BERRIOS, Président du Syndicat, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (10 voix)
Mme SAUSSEREAU, Vice-Présidente, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix)
Mme TOLLARD, représentante de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix)
M. DESTOUCHES, représentant de l'EPT Paris Est Marne & Bois, (8 voix)
M. CHAFFAUD, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (5 voix)
M. BRUCH, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, (5 voix)
Mme CLAVEAU, représentante de l'EPT Grand Paris Grand Est suppléante, (5 voix)
M. VEDIE, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix)
Mme DURAND, représentante du Conseil Départemental du Val de Marne (2 voix)
M. OUMARI, représentant du Syndicat Mixte pour l'Aménagement du Morbras, (1 voix)
Mme MANCA, représentante de Ports de Paris, (1 voix)

DELEGUES ABSENTS REPRESENTES

M. HELIN, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, qui a donné pouvoir à M. BERRIOS (5 voix)
M. FLESSELLES, Vice-Président, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, qui a donné pouvoir à M. CHAFFAUD (5 voix)
Mme BARNIER, Vice-Présidente représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, qui a donné pouvoir à M. BRUCH (5 voix)
M. BLUTEAU, représentant de l'EPT Grand Paris Grand Est, qui a donné pouvoir à Mme SAUSSEREAU (4 voix),
M. PHILIPPON, représentant de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne qui a donné pouvoir à M. OUMARI (5 voix)
M. FEMEL, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, qui a donné pouvoir à M. VEDIE (5 voix)

MEMBRES ABSENTS EXCUSES

Mme JARDIN, représentante de la Communauté d'Agglomération Paris-Vallée de la Marne, (5 voix)
M. OZTORUN, représentant de l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, (4 voix)
M. CATHALA, représentant de la Métropole du Grand Paris, (4 voix)
M. MIE, représentant de la Chambre de métiers 94, (1 voix)

ETAIENT EGALEMENT PRESENTS

M. DEBARRE, Directeur, Syndicat Marne Vive
Mme COCHARD, Animatrice SAGE Marne confluence, Syndicat Marne Vive
M. DEPEGE, Responsable des affaires générales, Syndicat Marne Vive
Mme MALAUAUX, Stagiaire
Mme FEGHOUL PELLEREI, Stagiaire
M. DELLA-MUSSIA, Conseiller municipal Chennevières sur Marne
M. FEKIH, Chargé de mission inondation, CD 94
M. JEUFFROY, Chef de service, SMAM

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Mme TOLLARD est désignée pour remplir cette fonction, procède à l'appel nominal.

DESIGNATION DE L'AUXILIAIRE AU SECRETAIRE DE SEANCE

M. DEPEGE est désigné comme auxiliaire au secrétaire de séance, fonction qu'il accepte.

Accusé de réception en préfecture
094-259401057-20240620-2024-03-03-DE
Date de télétransmission : 22/07/2024
Date de réception préfecture : 22/07/2024

N°2024-03-03 : MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE (ARTICLE 4 DU DECRET N°2011-1474)

Le Comité Syndical ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment son article L. 253-5 ainsi que ses articles L. 827-1 et suivants relatifs à la protection sociale complémentaire ;

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 modifié relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, et notamment son article 54 5° ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu le courrier en date du 19 février 2024 adressé par le Syndicat Marne Vive au CIG Petite Couronne faisant part de son intention de s'associer à la procédure de mise en concurrence lancée par le CIG au cours de l'année 2024 ;

Vu l'avis du comité social territorial du 16 mai 2024 ;

Considérant la réglementation en vigueur qui prévoit une obligation de participation de l'employeur au financement de la protection sociale complémentaire à compter du 1^{er} janvier 2025 pour le risque prévoyance et à compter du 1^{er} janvier 2026 pour le risque santé ;

Considérant que le Syndicat Marne Vive doit opérer un choix dans le mode de contractualisation entre les contrats individuels labellisés et les contrats collectifs ;

Considérant que le CIG Petite Couronne va lancer en 2024 une procédure de mise en concurrence, pour le compte des collectivités et des établissements publics intéressés, pour établir des conventions de participation en santé et en prévoyance ;

Considérant que le choix opéré n'engage pas le Syndicat Marne Vive à adhérer aux offres de prévoyance et de santé qui seront retenues par le CIG Petite Couronne à la rentrée 2024,

Après examen et délibéré :

N°2024-03-03 : MISE EN PLACE DU DISPOSITIF DE PARTICIPATION A LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE (ARTICLE 4 DU DECRET N°2011-1474)

Article 1	<p>PRÉVOYANCE – Choix de la procédure de sélection Dit qu'à compter du 01/01/2025, le Syndicat Marne Vive accordera sa participation au bénéfice des agents, pour les garanties du risque « prévoyance », au titre d'une convention de participation conclue à l'issue de la procédure de mise en concurrence lancée en 2024 par le CIG Petite Couronne à laquelle le Syndicat Marne Vive a fait connaître son intention de s'associer par courrier en date du 19 février 2024 accompagné des données qualitatives et quantitatives de l'effectif à assurer qui permettront aux organismes d'assurance candidats de calibrer leur offre.</p>
Article 2	<p>PRÉVOYANCE – Montant de la participation financière Dit que le montant de la participation accordée par le Syndicat Marne Vive sera au minimum celui prévu par la réglementation en vigueur, dans la limite du montant de la cotisation qui serait dû en l'absence d'aide.</p>
Article 3	<p>SANTÉ – Choix de la procédure de sélection - convention de participation CIG Petite Couronne Dit qu'à compter du 01/01/2025 ou au plus tard du 01/01/2026, le Syndicat Marne Vive accordera sa participation au bénéfice des agents, pour les garanties du risque « santé », au titre d'une convention de participation conclue à l'issue de la procédure de mise en concurrence lancée en 2024 par le CIG Petite Couronne à laquelle le Syndicat Marne Vive a fait connaître son intention de s'associer par courrier en date du 19 février 2024 accompagné des données qualitatives et quantitatives de l'effectif à assurer qui permettront aux organismes d'assurance candidats de calibrer leur offre.</p>
Article 4	<p>SANTÉ – Montant de la participation financière Dit que le montant de la participation accordée par le Syndicat Marne Vive sera au minimum celui prévu par la réglementation en vigueur, dans la limite du montant de la cotisation qui serait dû en l'absence d'aide.</p>
Article 5	Dit que les crédits correspondants seront inscrits au budget.
Article 6	Dit que le Président du Syndicat Marne Vive est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Dit que la présente délibération sera transmise à Madame la Préfète du Val-de-Marne.

Fait et délibéré en séance le 20 juin 2024, les membres présents ayant signé la liste d'émargement.

M. le Président du Syndicat serait obligé envers Mme. la Préfète de bien vouloir porter à sa connaissance s'il a l'intention de déférer la présente décision devant la juridiction compétente.



Le Président,

Sylvain BERRIOS

